

Les mois d'avril et de mai ont vu s'accumuler les bonnes nouvelles économiques outre-Rhin. Le moral des patrons allemands est au beau fixe depuis plusieurs mois. Dans le secteur industriel, on attend beaucoup des exportations. Les instituts d'analyse et le ministère fédéral de l'économie répercutent cet optimisme. On table sur une croissance de 1,8 % en 2006 – au lieu des 1,2 % prévus. Restant le point fort de l'économie allemande, l'industrie voit ses commandes augmenter. Même le bâtiment et les services semblent repartir. Les indices de la consommation intérieure frémissent. On se prend même à espérer que le recul du chômage ne soit pas seulement conjoncturel. D'après certaines estimations, les réformes du gouvernement Schröder auraient déjà aidé à la création de 130 000 emplois et un nombre équivalent d'emplois serait dû à un début d'amélioration de la situation économique générale. Le gouvernement de Grande Coalition est loin de pousser des cris de triomphe mais les recettes fiscales devraient être, globalement, supérieures de neuf milliards d'euros aux prévisions. Aussitôt, le débat politique interne a été relancé. Est-il judicieux de maintenir le principe de l'augmentation de la TVA ? Bien des voix, à commencer par celles des grands instituts d'analyse économique, s'élèvent pour dire à Madame Merkel que cela risque de tuer le peu de croissance obtenue. A l'étranger, on souligne que cela pourrait briser net le timide rebond de la consommation intérieure, dont dépendent les partenaires européens de l'Allemagne, qui restent ses premiers partenaires commerciaux. Or s'ils exportent moins vers l'Allemagne, ils importeront aussi moins de chez elle. Nous voici arrivés au point de basculement de tous les débats concernant l'économie allemande. L'augmentation de la TVA est destinée à réduire le déficit budgétaire

.../...

Sommaire

- 3| **L'Allemagne dans la mondialisation**
- 5| **Tribune-l'invité du mois: STEPHAN MARTENS**
- 7| **Vu d'Allemagne**

LA FONDATION RES PUBLICA | SERVICES & CONSEILS

Fondation reconnue d'utilité publique

- “ **Votre secteur d'activités** vous amène à travailler, ponctuellement ou régulièrement, avec l'Allemagne ;
- “ **vous êtes à la recherche d'informations** détaillées sur l'économie allemande ;
- “ **vous avez besoin d'une expertise-conseil** ;
- “ ou **vous voulez faire une première immersion** dans la réalité allemande.

Nous sommes à votre disposition

› *stages de formation* › *études approfondies* › *rencontres avec les meilleurs experts allemands dans votre domaine...*

pour satisfaire au pacte de stabilité. Qui trouvera à redire au souci d'équilibre budgétaire ? Sauf que l'on aura la perpétuation du déficit et peut-être la fin de la timide reprise, ou du moins un retour à une croissance inférieure à 1 % comme en 2005. Mais le respect de la lettre des traités européens semble être pour Madame Merkel l'un des garants de l'unité de la Grande Coalition. De même, la croyance, récemment réaffirmée dans un rapport du ministère de l'Economie, que les exportations tirant, pour l'essentiel la croissance, la mondialisation est essentiellement bonne pour le pays. « Les conséquences négatives de la mondialisation qui apparaissent sous la forme de pression sur les salaires, de licenciements et d'investissements directs se concentrent typiquement à l'échelon local ». C'est la raison pour laquelle elles attireraient fortement l'attention de l'opinion. Les perdants de la mondialisation sont visibles. Ses bénéficiaires, à l'inverse, resteraient anonymes parce que les avantages de la mondialisation se répartiraient sur de nombreuses personnes. Elle profiterait ainsi aux exportateurs, qui voient s'ouvrir de nouveaux marchés et des perspectives d'embauche, et aux consommateurs placés face à une gamme de produits de plus en plus vaste à des prix de plus en plus bas. Rien d'original, direz-vous, dans ce discours, qui est une vulgate – réfutée ou du moins mise en doute depuis longtemps par les économistes sérieux mais défendue par à peu près tous les experts gouvernementaux ? En fait, on tend d'autant plus à répéter le discours dominant qu'il commence à se fissurer : ces dernières années, les organisations patronales allemandes ne juraient que par la Chine. On s'aperçoit que le rêve est moins beau que la réalité. Le rêve, c'est celui d'un milliard de consommateurs chinois et d'une mondialisation indolore pour le producteur allemand car l'élévation du niveau de vie en Chine et l'harmonisation avec l'Europe sera rapide. (mémoire de la réunification où es-tu ?) ; la réalité, ce sont les transferts d'emplois en Chine mais aussi les transferts forcés de technologie pour la signature des moindres contrats et les attentes déçues en terme de croissance du marché chinois (sans parler du fait que les consommateurs allemands ne voient pas vraiment la baisse des prix annoncée). Du coup, la nouvelle frontière s'appelle l'Inde, à propos de laquelle on reprend le discours qu'on appliquait à la Chine il y a cinq ans. Et pendant ce temps, le socle du miracle économique allemand des années 1950 aux années 1970, à savoir l'absorption, par le dynamisme européen, d'une part toujours plus importante d'exportations allemandes capables de tirer la croissance du pays, ne cesse de s'effriter. Le grand paradoxe, en ces temps de consommation stagnante en Allemagne et de succès des exportations, c'est que l'Union européenne

reste, bon an mal an, le partenaire de loin le plus important de l'Allemagne. Parmi les dix premiers pays destinataires des exportations allemandes, on en trouve six qui sont membres la zone euro, sept de l'Union européenne et neuf qui sont européens ; parmi les vingt premiers, neuf sont membres de la zone euro, douze de l'Union et seize sont européens ; parmi les trente premiers, dix sont membres de la zone euro, treize sont membres de l'UE et vingt sont européens. La France reste le premier partenaire commercial de la RFA ; la Chine n'absorbe pas plus d'exportations allemandes que la Pologne : quatre fois moins que la France. La zone euro absorbe encore 40 % des exportations allemandes ; l'Union européenne 50 % et l'Europe y compris la Russie plus de 55 %.

L'augmentation des exportations allemandes au premier trimestre 2006 par rapport au premier trimestre 2006 est due pour 47 % à l'Union européenne. En revanche, la croissance des exportations venues des pays de l'Union européenne ne représente qu'un tiers de la croissance des importations totales de l'Allemagne calculées sur les mêmes périodes. L'industrie allemande préfère faire fabriquer aux Etats-Unis (dollar faible) ou en Chine (salaire ouvrier moyen trente fois inférieur à celui d'un ouvrier français) ou en Europe orientale que d'importer de la zone euro ou de faire fabriquer dans l'Union européenne.

Pour relancer rapidement l'économie allemande, il vaudrait mieux de la croissance supplémentaire dans la zone euro et dans l'Union européenne que le pari aléatoire sur les marchés chinois ou indien. L'issue aux problèmes économiques de l'Allemagne se trouve dans une nouvelle politique économique pour l'Europe, aussi inventive que celle de Ludwig Erhard en son temps, c'est-à-dire qui tienne compte des données fondamentales de l'économie mondiale. L'Europe mérite que l'on réfléchisse aux moyens de contrebalancer, à son profit, les asymétries de l'économie mondiale : endettement américain et dumping social des pays émergents. La relance de l'économie allemande supposerait la volonté de faire de l'Europe un pôle de stabilité dans la mondialisation et non de la laisser en devenir la variable d'ajustement.

Les partenaires de la République Fédérale doivent dire au gouvernement Merkel qu'ils ne peuvent accepter un affaiblissement, si c'est encore possible, de la croissance interne allemande et une stratégie d'investissements qui donne la priorité sans nuances aux autres régions du monde sur l'Europe. Ils doivent dire haut et fort qu'ils ne peuvent accepter de tirer pour moitié les exportations allemandes vers le haut, tandis que la RFA préfère acheter pour deux tiers hors de l'Union européenne.

Contrairement aux intentions affichées par ses organisations patronales, la politique de libre-échange maximal défendue par l'Allemagne tourne moins au bénéfice de ses exportations que de la contraction du coût de ses importations.

Le fragile rebond allemand pourrait être cassé instantanément par une détérioration de la situation internationale. Comme le souligne William Bonner, dans un livre récent, « l'empire des dettes », les Etats-Unis, font peser, par leur politique monétaire, une épée de Damoclès sur l'économie mondiale. Le

bon sens, pour le moyen terme comme pour le court terme, c'est l'élaboration d'une stratégie économique européenne. Un petit signe d'optimisme, pour finir : dans un sondage réalisé en février et en mars, les patrons allemands viennent de souligner comme ils sont intéressés par l'investissement en France : ils donnent pour motifs, entre autres, la qualification de la main d'œuvre, sa productivité ou la qualité des infrastructures dans notre pays.

Edouard Husson

L'Allemagne dans la mondialisation

EADS : UNE NOUVELLE DONNE POUR L'ENTREPRISE « FRANCO-ALLEMANDE » ?

L'avenir du conglomérat de l'armement EADS est une question particulièrement sensible, après que la reprise de l'entreprise d'électronique militaire Thales, qui était prévue par le chancelier Angela Merkel en accord avec le Président Jacques Chirac, a échoué. Au sein du gouvernement français, qui, avec 31 pour cent, est le plus grand actionnaire de Thales, ce sont les forces favorables à une coopération de cette société avec l'entreprise de téléphonie mobile française, Alcatel, qui l'emportent pour l'instant. Alcatel amènera à Thales sa propre filière de satellite ainsi que l'électronique de transport et de sécurité dans l'entreprise d'armement et augmentera sa participation à Thales de 9,5 à 21,6 pour cent.

Le président allemand d'EADS, Thomas Enders, a redemandé que l'Etat français réduise sa participation dans le capital du constructeur de l'Airbus, une idée que le ministre français de l'économie a de nouveau rejetée. Contrairement aux intentions allemandes, l'Etat français, avec 15 pour cent un grand actionnaire d'EADS, saisit l'occasion pour renforcer sa propre influence : Les deux autres grands actionnaires DaimlerChrysler et Lagardère veulent se séparer de leurs participations à EADS, respectivement de 7,5 et 30 pour cent ; la Caisse des Dépôts et Consignations reprendra jusqu'à 2,25 pour cent du capital. Avec le rachat par la CDC, qui appartient à l'Etat, le côté français aura plus d'influence aux assemblées générales que DaimlerChrysler.

DaimlerChrysler a bien affirmé vouloir rester un actionnaire important avec une participation d'au moins 15 pour cent ; pourtant on affirme généralement que l'entreprise automobile veut se recentrer

sur ses secteurs traditionnels. C'est pour cela qu'on cherche, à Berlin, un nouvel actionnaire principal, qui doit faire valoir les intérêts allemands chez EADS. Les discussions entre DaimlerChrysler et des intéressés potentiels dans l'industrie allemande sur une participation stratégique chez EADS sont entamées depuis longtemps. Les principaux intéressés seraient le groupe bancaire KfW (Kredit für Wiederaufbau), qui appartient au gouvernement fédéral, l'entreprise d'électronique et de technologie Siemens et surtout le conglomérat ThyssenKrupp, qui domine déjà la construction de navires de guerre allemands et rivalise avec les entreprises françaises du secteur de l'armement pour la position de leader dans l'industrie de la marine européenne.

Aussi bien Siemens que ThyssenKrupp disposent des moyens financiers d'une telle prise de participation et sont intéressés par la branche militaire d'EADS. Cette branche, dirigée par un Allemand, Stefan Zoller, est particulièrement sensible, car le contrôle du conglomérat, qui fabrique entre autres des hélicoptères de combat et l'avion de chasse Eurofighter, est considéré aussi bien par Paris que par Berlin comme crucial pour la « sécurité nationale ». L'Allemagne est encore, devant la France le principal client de la section d'armement d'EADS. Pour cette raison le gouvernement fédéral vient d'annoncer expressément qu'il conserve son mot à dire sur l'avenir d'EADS. Le ministre de l'économie, Michael Glos, a déclaré qu'EADS ne concernait « pas seulement les questions de l'aviation civile, mais directement nos intérêts de défense. » C'est pour cela qu'« il est très important qu'on conserve notre influence chez EADS, pour maintenir aussi dans l'avenir une contribution essentielle pour l'équipement de la Bundeswehr par EADS. » A-t-il ajouté.

Source : german-foreign-policy, 20-4-2006

SÉCURISATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN MATIÈRES PREMIÈRES

Les organisations patronales allemandes réclament une stratégie politique pour la sécurisation des approvisionnements allemands en matières premières. Karl Heinz Dörner, qui dirige le groupe de réflexion « questions internationales sur les matières premières » au sein de l'Union fédérale de l'industrie allemande (Bundesverband der deutschen Industrie, BDI), souhaite avoir mis sur pied en mars 2007 une stratégie d'ensemble économique concernant les matières premières, qui n'exclue pas des « sécurisations » des approvisionnements par la Bundeswehr.

Le groupe de discussion « questions internationales sur les matières premières » a été créé par le BDI à la suite d'un congrès, en 2005. Lors d'une deuxième conférence, tenue à la fin mars 2006, la question s'est posée de « la disponibilité de matières premières en quantités suffisantes et à des prix raisonnables » pour « l'industrie allemande, fortement dépendante », ainsi que du règlement de cette question à long terme. Dans son discours d'ouverture, Karl Heinz Dörner a expliqué que les concentrations régionales des gisements de ressources naturelles recelaient des « risques géostratégiques considérables ». Ceci est particulièrement vrai dans le cas où ces ressources sont contrôlées par des « régimes politiques imprévisibles ». Dörner a nommé explicitement le Kazakhstan, le « deuxième fournisseur mondial [...] de chrome », ainsi que la République Démocratique du Congo, « la zone d'extraction la plus importante pour le cobalt ». Parmi les officiels de premier plan venus à cette conférence sur les matières premières, se trouvait Rudolf Adam, de l'Académie fédérale pour la politique de sécurité (BAKS), qui avait par ailleurs déjà fait le déplacement l'an dernier. Le président de cet organe de conseil en matière de politique économique et militaire du gouvernement fédéral souhaite voir les hommes politiques se préoccuper encore plus de la sécurisation des importations de matières premières stratégiques. Pour obtenir cela, Rudolf Adam veut non seulement employer « des forces militaires », mais aussi que Berlin se préoccupe d'avoir une influence directe sur la situation politique dans les pays livreurs de matières premières. Le président du BAKS réclame, que l'on se détache « des anciennes élites dirigeantes », et constitue de « nouveaux groupements émergents » sous influence allemande. A la rencontre de mars se trouvait également Markus Wagner, directeur de recherche en économie des matières premières à l'institut fédéral pour les géosciences et les matières premières (Bundesanstalt für Geowissenschaften und

Rohstoffe, BGR). Le BGR a été créé dans les années cinquante par le ministère fédéral de l'économie, pour conseiller le gouvernement et les entreprises allemandes sur des questions touchant aux matières premières. A l'aide de bases de données électroniques sont collectées et exploitées des informations relatives aux gisements à l'échelle du globe, ainsi que sur les modalités pratiques d'exploitation et de mise en valeur. Ceci permet aux entreprises allemandes, de se procurer quand elles le souhaitent des informations réactualisées sur « des projets de matières premières attrayants et des zones cibles pour des activités d'explorations ».

Le ministère fédéral de l'économie a déjà édité l'année dernière un « rapport sur la situation actuelle en terme de matières premières et sur les options possibles en terme de politique des ressources », et souhaite soutenir l'exploitation mondiale de ressources par des entreprises allemandes par des mesures appropriées. Celles-ci comportent l'octroi de garanties financières et de cautions, tout comme « l'amélioration du climat pour les investisseurs dans les pays producteurs de ressources naturelles en favorisant la stabilité politique ». Il a été souligné aussi comme la République Populaire de Chine, par son « appétit en ressources naturelles » cause un véritable « effet d'aspirateur » sur le marché mondial pendant que, par des limitations d'exportation, des fixations de prix, des facilités d'impositions et des droits de douane sur les importations, elle protège ses propres gisements d'une prise de contrôle étrangère. Pour contrecarrer ces « distorsions de la concurrence », la fondation Politique et Economie (Politik und Wirtschaft), recommande « d'exploiter toutes les possibilités de pression politique » sur Pékin.

Le nouveau chancelier allemand consacre, depuis l'installation de son gouvernement, beaucoup de temps au dossier énergétique. Et c'est très certainement dans un esprit de « sécurisation de l'accès aux matières premières » que se développe la diplomatie de Madame Merkel vis-à-vis de l'ancien espace soviétique. Le choix de Tomsk, en Sibérie occidentale, pour rencontrer Vladimir Poutine fin avril était celui d'une ville située en pleine zone d'exploitation des ressources énergétiques russes, dont le chancelier allemand, comme son prédécesseur, juge l'apport vital pour son pays et pour l'Europe. Wintershall (BASF) et E.ON devraient renforcer leur coopération avec Gazprom et cela se concrétise par l'accès à un nouveau gisement de gaz à Youchno Rouskoïe, en échange d'une association de Gazprom aux activités d'E.ON en Europe centrale et orientale. Madame Merkel a de plus fait part au président russe du souci de son gouvernement et d'autres capitales européennes de constater que

les réserves de Sibérie occidentale ne soient plus exclusivement réservées à l'approvisionnement énergétique de l'Europe. La Russie envisage en effet la construction d'un pipeline depuis la Sibérie occidentale vers la Chine, ce qui mettrait fin à l'approvisionnement jusque-là exclusif des partenaires asiatiques de la Russie à partir des réserves de Sibérie orientale, et ferait monter les prix pour l'Europe, comme l'a souligné récemment un dirigeant de Transneft, le constructeur russe du pipeline. La rencontre de Tomsk et la négociation sur de nouveaux investissements allemands avaient pour objectif précisément de voir les moyens d'augmenter les rendements des champs de Sibérie occidentale. Dans un contexte politique tendu, en particulier par les récentes déclarations du vice-président américain contre Moscou et par la polémique autour des menaces du président Poutine, au début de l'année, concernant l'approvisionnement énergétique

de l'Ukraine, le gouvernement allemand a aussi confirmé le principe d'une garantie publique pour un prêt d'un milliard d'euros accordé par la Deutsche Bank et la KfW à Gazprom.

Berlin cherche cependant les moyens d'éviter à l'Europe de trop dépendre de la Russie en matière d'approvisionnement énergétique. Le chancelier allemand vient de souligner l'attention particulière que porte son pays à la région du Caucase et à un accès diversifié aux ressources de la région de la Mer Caspienne. En l'occurrence, Berlin semble disposée à prendre peu de gants vis-à-vis de Moscou sur la question de la Tchétchénie puisque les réflexions sur le développements de possibles pipelines contournant le territoire russe se déroulent dans le cadre de la DKG (Société germano-caucasienne), à laquelle le gouvernement tchétchène non reconnu par Moscou envoie des représentants.

Source : Financial Times, 24 et 25-04-2006 ; german-foreign-policy, 26-04-2006 et 24-05-2006

Tribune

l'invité du mois

Stephan Martens*

LE « COUPLE » FRANCO-ALLEMAND EN
EUROPE : MOTEUR OU DÉCLIN
IRRÉVERSIBLE ?

En novembre 1997, pour plaisanter, le magazine *L'Expansion* avait appelé la France et l'Allemagne à se marier, l'ensemble franco-allemand est en effet la première puissance commerciale et se hisse au rang de deuxième puissance économique mondiale. Certains publicistes ont même rêvé d'une « Françallemagne », alors qu'aucun acteur politique français ou allemand n'aspire à une fusion entre les deux pays. Et qui se souvient encore des plans de l'ancien ministre fédéral des Affaires étrangères Joschka Fischer, en 2000, de création d'un « centre de gravité » européen autour de l'Allemagne et de la France ? En 1994, déjà, le députés chrétiens-démocrates Karl Lamers et Wolfgang Schäuble avaient proposé dans un document portant sur l'avenir de

Professeur de civilisation allemande contemporaine à l'Université Michel de Montaigne/Bordeaux 3 et chercheur associé au CERFA de l'Institut français des relations internationales de Paris. L'article ne reflète que l'avis personnel de l'auteur.

l'Europe la création d'un « noyau dur » européen autour du couple franco-allemand, mais à l'époque le premier ministre français, Edouard Balladur, lui avait opposé « l'Europe des cercles ». Tombée dans l'oubli, cette idée tend à refaire surface aujourd'hui. Si l'on fait

abstraction de ces exercices intellectuels, quelle est la réalité sur le terrain géopolitique ? Les rapports de force ont changé en Europe depuis la chute du Rideau de fer et les composantes de l'équilibre géostratégique sont différentes depuis l'unification, car l'Allemagne n'est plus un pays sous tutelle. Si le lien franco-allemand est solide, cette mutation induit des positionnements politiques différents et, même si la géographie n'est pas le seul facteur déterminant de la politique étrangère, le retour de l'Allemagne au centre de l'Europe n'a pas été sans conséquence sur sa diplomatie, l'ancien chancelier Gerhard Schröder ayant d'ailleurs suivi la tendance générale de la renationalisation de la politique étrangère. Mais depuis le 11 septembre 2001 et les multiples défis stratégiques et économiques Paris et Berlin ont tout intérêt à « se serrer les coudes ».

La France et l'Allemagne ont du mal à agir en commun sur la scène internationale et même européenne, même s'il existe presque toujours un accord sur le diagnostic. Les contradictions franco-allemandes ont toujours existé : en caricaturant un peu on a le nombrilisme national du côté français, la ten-

dance à vouloir jouer un rôle de chef de file dans une Europe unifiée du côté allemand ; les Allemands redoutent moins que les Français la culture américaine et y identifient davantage un rapprochement de l'Ouest, les Français une solidarité entre Européens face au monde anglo-saxon. Mais depuis le « non » français au référendum sur le traité constitutionnel, en 2005, les divergences, les non-dit, paralysent la mécanique du moteur franco-allemand. Si la rivalité au sein de l'UE est une réalité, il y a reprise d'une certaine course à la puissance commerciale et industrielle, entre l'Allemagne et la France – une course qui serait autre chose qu'une simple émulation. Les Allemands critiquent l'impérialisme industriel des Français mais recherchent en priorité une solution allemande lorsque leurs entreprises sont à vendre. L'Allemagne, principal partenaire commercial de la France, est devenue aussi son principal concurrent. Berlin mène une politique de désinflation compétitive ayant pour résultat de prendre des parts de marché notamment à Paris. La France en accord avec les Etats-Unis invite l'Inde – pour des raisons géostratégiques et basses commerciales – à entrer la tête haute dans le club des cinq Etats nucléaires reconnus, alors que l'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire civil. Il n'y a pas de vision franco-allemande commune concernant la place de l'Europe dans le monde. En 1999, les chefs d'Etat et de gouvernement français et allemand ont permis à la Turquie d'obtenir le statut de candidat officiel à l'adhésion, sans se soucier des conséquences socio-économiques et financières d'un élargissement sans fin. C'est au couple franco-allemand qu'il incombe la lourde responsabilité d'adopter enfin une attitude de réalisme et de clarté : n'est-il pas évident que l'élargissement à la Turquie serait non seulement l'échec de l'Union politique, mais de plus le sabotage de ce qui a été réussi ?

L'opinion européenne pense que l'Europe va devenir un modèle sur le plan de l'environnement et du social, qu'elle a un avenir de confort paisible à l'abri des problèmes de puissance. Pendant ce temps, les Etats-Unis, la Chine, l'Inde mènent une politique délibérée de puissance, consomment de l'énergie à tout va, construisent des forces militaires importantes, ils nous font entrer dans un monde où la puissance compte. Certes, il existe un consensus franco-allemand, et plus généralement entre Européens, sur les questions fondamentales de respect des instances multilatérales. Mais le financement de la défense est source de divergences entre Français et Allemands. Sans une relance de la coopération scientifique, technologique et militaire le dé-

placement géographique des pôles d'inventivité, de croissance et de développement vers le Pacifique, entre la côté ouest des Etats-Unis et le Japon, jusqu'en Inde en passant par la Chine, est inévitable. Dans un monde où d'autres s'affirment, le choix se durcit pour les Européens : jouer les observateurs, se laisser asservir par des causes étrangères, ou exister ensemble et éviter le décrochage, et pour cela se définir comme un acteur international capable d'influer sur les cours des événements. Pour cela, la France et l'Allemagne doivent redevenir le moteur, car seule une entente dynamique entre ces deux pays peut renforcer l'Europe.

Si la paix et la prospérité sont l'unique but à atteindre il faut les préserver et pour cela être armé en conséquence, de volontarisme et de pragmatisme, car fonder une politique sur des sentiments n'est pas suffisant. C'est donc dans la capacité à assumer des risques partagés que Français et Allemands prouveront mutuellement leur sens accru des responsabilités ; mais leurs efforts ne seront couronnés de succès que s'ils ne négligent pas le *sens* de la construction européenne et n'oublent donc pas la dimension antérieure de la coopération franco-allemande : après la guerre, cette coopération s'est avant tout imprégnée d'une volonté de réconciliation afin de construire ensemble un projet d'avenir pour les générations nouvelles. Le rapprochement franco-allemand a donc une exemplarité qui doit être mis au service d'un débat éthique sur la construction européenne : il est consternant d'observer que l'UE a ouvert des négociations d'adhésion avec Ankara qui continue à nier le génocide arménien. Les capitales de l'UE, Berlin en premier lieu, si elle ne réagissent pas fermement légitiment tous les négationnismes. A l'avenir, le couple franco-allemand ne pourrait pas jouer un rôle crédible au Proche-Orient en vue de favoriser un règlement. Paris et Berlin sont-elles conscientes qu'au delà des défis politico-économiques, elle risquent tout simplement de dilapider un capital historique et moral ?

Stephan Martens

L'INDE, PAYS-PHARE DE LA FOIRE INDUSTRIELLE DE HANOVRE

Avec 343 exposants à la Foire industrielle de Hanovre, l'Inde avait cette année plus de représentants que la Chine (250) et l'Italie (210). « En tant que démocratie la plus peuplée au monde, l'Inde est aujourd'hui un moteur de la mondialisation », a souligné le chancelier Angela Merkel, lors de la visite qu'elle a effectué avec le premier ministre indien Manmohan Singh. Lors de ses entretiens avec le Premier Ministre indien, Madame Merkel a exprimé son souhait que le commerce bilatéral se compte bientôt en dizaines de milliards d'euros. C'est bien dans cet esprit que le BDI a publié récemment un papier plaidant pour l'accroissement des liens économiques avec l'Inde – il s'agit entre autres motifs de ne pas se rendre trop dépendant de la Chine en Asie. L'objectif immédiat des entreprises allemandes est cependant d'aider à l'augmentation du niveau de vie des possibles clients de demain. Allianz a introduit, en commun avec une organisation allemande d'aide au développement un système de « micro-assurance », permettant d'acquérir des prestations pour quelques centimes d'euros. Les conversations ont aussi porté sur la question du développement de l'énergie nucléaire en Iran. D'après des analyses allemandes, l'Inde refusera d'accepter le principe de sanctions contre Téhéran tant qu'elle restera dépendante de livraisons de gaz et de pétrole venues d'Iran. Précisément, les conversations ont porté sur un renforcement de la coopération germano-indienne en matière de nucléaire civil. L'Inde a déjà signé un accord avec Washington de coopération dans le même secteur. Il a été question aussi de développements d'autres secteurs énergétiques. Des représentants gouvernementaux et des entrepreneurs allemands et indiens ont tenu hier à la Foire de Hanovre la première séance d'un nouveau Forum germano-indien de l'énergie. Les deux pays entendent approfondir leur coopération dans ce domaine en développant ensemble des stratégies garantissant l'indépendance énergétique, tout en prenant en compte les questions d'environnement. La production d'électricité (en particulier les technologies propres dans le secteur du charbon), la mise en place d'un réseau d'interconnexion pour la distribution d'électricité, l'efficacité énergétique, la mise en oeuvre de projets dans cadre du « Clean Development Mechanism » et les énergies renouvelables ont été choisies comme thèmes de travail. Le Forum entend présenter un calendrier et des projets concrets de coopération dans les prochaines semaines.

Dans les conversations entre les deux gouvernements, il a aussi été question d'accroître les achats d'armement, parce que l'Inde désire renforcer sa sécurité face au Pakistan et face à la Chine. Le gouvernement indien souhaite acquérir prochainement 120 avions de combat, 80 hélicoptères et 6 avions de transport de véhicules blindés. Dans une analyse récente, la *Stiftung für Wissenschaft und Politik*, proche du gouvernement allemand, plaide pour une intensification des relations commerciales et militaires avec l'Inde, car cette dernière n'alignera jamais complètement sa politique sur celle des Etats-Unis.

L'Inde a aussi passé commande de cinq Airbus A340 par la compagnie aérienne indienne Kingfisher; un accord de coopération technologique entre les chemins de fer allemands et indiens a été conclu; mentionnons aussi la signature d'une déclaration d'intention entre les constructeurs Neoman et MAN sur la production de bus en Inde. L'Institut de recherche indien sur la santé et la société allemande Helmholtz ont également annoncé une coopération dans le domaine des biotechnologies.

Source: « Indien als strategischer Partner der USA »; *SWP-Aktuell* 13, März 2006; « Indien auf dem Weg zur Wirtschaftsmacht », avril 2006, www.bdi-online.de; *german-foreign-policy*, 24-4-2006; *Nouvelles d'Allemagne*, 24 et 28-04-2006

EXCELLENTE RETOMBÉE DE LA FORMATION AUX CARRIÈRES INTERNATIONALES EN ALLEMAGNE

La RFA fournit aux grandes organisations internationales, y compris l'Union européenne, une moyenne de 9,5 % de leur personnel (12 % pour les seules institutions européennes). Ce chiffre, en augmentation (8,8 % en 1999), a été confirmé début mai, lors d'une rencontre organisée par l'Auswärtiges Amt, la Hertie School of Governance et la Fondation Robert Bosch pour tous les Allemands travaillant dans les organisations internationales et les institutions européennes. L'objectif de la rencontre était d'améliorer à l'avenir les contacts entre les fonctionnaires internationaux allemands et le gouvernement fédéral mais aussi de faire mieux connaître les filières de formation grâce à une « Jobmesse ». L'Office interuniversitaire allemand (DAAD) et la *Studienstiftung des deutschen Volkes* ont fondé il y a quelques années un programme spécial destiné à procurer des stages dans les grandes organisations internationales (*Carlo-Schmid-Programm für Praktika in internationalen Organisationen*). La Fondation Robert Bosch

offre à des étudiants diplômés une formation dans son « collège des missions internationales ». Le ministère des Affaires étrangères propose une formation aux concours d'admission dans les institutions européennes. Au cours des cinq dernières années, 551 des 2862 postes ainsi attribués par concours sont allés à des Allemands. L'Association des Allemands travaillant auprès d'organisations internationales (VDBIO) est devenue une véritable interface entre le gouvernement allemand et les fonctionnaires internationaux du pays. L'effort fourni pour placer des Allemands dans les organisations internationales rapportent des contrats aux entreprises allemandes : elles ont obtenus en 2004-2005 pour 178 millions de dollars de contrats auprès de la Banque Mondiale, deux fois plus que leurs homologues américaines ou britanniques.

Source : german-foreign-policy, 14 mai 2006

UN TROISIÈME ÉCHEC POUR LA BOURSE DE FRANCFORT ?

La bourse allemande se trouve à nouveau confrontée à l'échec d'une de ses tentatives d'expansion, et se voit menacée d'être reléguée par la concurrence mondiale. Malgré un regain d'influence massif de Berlin, l'entreprise n'a pas réussi à reprendre Euronext, la bourse commune à quatre pays européens ; à la place se dessine une fusion entre Euronext avec son concurrent transatlantique New York Stock Exchange (NYSE). Comme s'accordent à le dire les experts financiers, la bourse allemande pourrait rester isolée dans le réarrangement actuel du paysage boursier, et être reléguée au rang de « bourse régionale ». Si la reprise d'Euronext devait définitivement échouer, il faudrait alors trouver, en remplacement, des possibilités d'expansion en Europe du sud, du nord et de l'est, disent les milieux financiers. Au cours des deux dernières années, deux tentatives de reprise par la Bourse de Francfort avaient déjà été contrées : en août 2004, la bourse suisse SWP avait refusé les plans pour une fusion, en mars 2005, la bourse allemande avait, suite à des pressions provenant d'actionnaires hostiles, retiré son offre pour la bourse londonienne LSE. Dans ce contexte, le gouvernement avait appuyé la tentative d'entrée de la bourse allemande dans Euronext. Le ministre fédéral des finances Steinbrück (SPD) avait affiché publiquement son soutien pour l'entreprise et pour le principe d'un transfert à Francfort du siège d'Euronext

Pour contrer l'offre de la bourse allemande, plusieurs grandes entreprises françaises ont regroupé leurs participations dans Euronext, et ont augmenté leur participations à la bourse quadri-nationale — avec succès : L'actionnariat d'Euronext, dominé par les Français, qui gère les bourses de Paris, Bruxelles, Lisbonne, Amsterdam ainsi que le marché à terme londonien London International Financial Futures and Option Exchange (LIFFE), a refusé à la majorité l'offre de fusion. Auparavant, le conseil d'administration était déjà prononcé contre l'offre allemande, et avait qualifiée l'offre directement concurrente du New York Stock Exchange (NYSE) de « plus attractive ». La NYSE propose à Euronext une fusion entre égaux, et concède aux actionnaires des deux sociétés 50 pour-cent du capital de la société commune. La bourse de Francfort avait certes proposé un prix plus élevé (près de 8.6 milliards d'Euros, contre 8 milliards d'Euros pour le NYSE), mais, malgré quelques concessions, avait maintenu que le site allemand devrait, du fait de sa plus grande valeur de marché, prendre le contrôle de l'ensemble.

Pendant que quelques observateurs attendent maintenant une bataille rangée pour le contrôle d'Euronext, puisqu'une décision définitive ne sera prise qu'à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Euronext en automne, la crainte grandit au sein des cercles financiers allemands que la société allemande puisse, à la fin, rester sans partenaire pour une fusion, et serait de fait le grand perdant de la réorganisation du paysage boursier européen. Dans le cas d'une fusion entre NYSE et Euronext naîtrait la plus grande bourse du monde, d'une valeur globale de près de 20 milliards d'Euros : les allemands se verraient relégués en deuxième division. « On aurait alors deux géants contre soi, et on deviendrait une "bourse régionale européenne" », comme il se dit dans les milieux autorisés. Un premier « géant » s'était déjà constitué lorsque le marché technologique américain Nasdaq avait pris des parts dans le London Stock Exchange (LSE). La bataille pour Euronext semble d'ores et déjà perdue : « Le jeu est fini, nous allemands avons perdu, nous devrions arrêter le combat de la surenchère », explique la presse économique. « La vérité est amère, mais nous devons la respecter sans envie : la bourse quadri-nationale Euronext et la bourse londonienne LSE se trouvent fermement entre des mains américaines ».

Source : german-foreign-policy, 25-05-2006

ALLEMAGNE info

Une publication mensuelle de la *Fondation Res publica* (fondation reconnue d'utilité publique, décret du 30 décembre 2005)

52 rue de Bourgogne, 75007 Paris, tél : 01 45 50 22 09 — www.fondation-res-publica.org

en coopération avec *Redaktion Informationen zur Deutschen Außenpolitik* (www.german-foreign-policy.com)

Rédaction : Edouard Husson, Assisté de Fanny Chassain

Prix au numéro : 30 € — Abonnement : 3 mois – 90 € ; 6 mois – 150 € ; 1 an – 300 € ; 2 ans – 500 €